DP

Analyses, commentaires et informations sur l'actualité suisse
Depuis 1963, un point de vue de gauche, réformiste et indépendant
En continu, avec liens et commentaires, sur domainepublic.ch

1945

Edition PDF du 27 février 2012
Les articles mis en ligne depuis DP 1944 du 20 février 2012

DOMAINE
PUBLIC

Dans ce numéro

La loi et le devoir de diligence (André Gavillet)

Il faut nationaliser le devoir de diligence bancaire

Six semaines de vacances: bien sûr! (Jean-Pierre Ghelfi)

Dramatiser les risques et les dangers fait partie du débat démocratique.
Mais les chiffres ne les confirment pas

L'argent de la politique, un tabou helvétique (Jean-Daniel Delley)

Coup de projecteur sur le coût des campagnes électorales et de votations

Le marché à l'assaut du service public (Yvette Jaggi)

La libéralisation du secteur des infrastructures demeure fâcheusement
inachevée selon Avenir Suisse

Suisse – UE: le nœud gordien institutionnel (Raphaël Mahaim)

Un inventaire des modes d'évolution des accords bilatéraux

La loi et le devoir de diligence

André Gavillet • 27 février 2012 • URL: <http://www.domainepublic.ch/articles/19878>

Il faut nationaliser le devoir de diligence bancaire

Plusieurs décennies de défense acharnée du secret bancaire ont marqué notre langage. Dites «*en Suisse*» et «*ouvrir un compte*», on croira que vous parlez d'argent planqué. La discrétion professionnelle du banquier tourne à la complicité. Le Conseil fédéral a fini par s'en émouvoir. Il veut corriger cette image de la place financière suisse. Elle est trop noire. Les banquiers ne sont pas des marlous. Leur activité représente 10% du PIB. Elle doit être sauvegardée. Il faut faire la démonstration que les banques suisses travaillent avec de l'argent propre, les gains sont de *Weissgeld*.

Le département fédéral des finances a été chargé de développer un dispositif cohérent. Il a demandé un long délai, jusqu'au mois de septembre. Pour attaquer correctement un virage serré, il faut d'abord ralentir. Mais, avant cet automne, les pistes² choisies par le Conseil fédéral ont été rendues publiques. On en retiendra trois, pour une prise de position préalable. Ce sont:

- la mise en place de l'impôt prélevé à la source selon le modèle Rubik,
- l'autodéclaration,

- le devoir de diligence.

Rubik

Ce qui caractérise Rubik³, c'est que la retenue correspondant à l'impôt est prélevée selon la législation fiscale de chaque Etat destinataire. D'autre part, l'impôt dû pour les capitaux placés antérieurement sera calculé et payé avec effet libératoire.

Rubik, vu de Suisse, étonne. Jamais un projet émanant de professionnels privés n'a été pris en charge à ce point, à la virgule près, par l'autorité politique.

Les chances de voir aboutir Rubik sont faibles. L'application en est coûteuse. D'autre part, on se situe confusément à deux niveaux: celui de la souveraineté, par exemple les conditions d'amnistie pour les placements anciens, et celui de l'«*épicerie*» pour arrêter le pourcentage le plus avantageux après marchandage. Enfin, le problème difficile des successions n'est pas résolu.

Reste la question de fond: pourquoi tant de peine pour que des contribuables obligés de payer l'impôt demeurent anonymes? Quelle liberté est en jeu?

Autodéclaration

La banque choisie pour y

ouvrir un compte devrait être assurée que les capitaux déposés sont de source claire et qu'ils paient l'impôt. L'application stricte du dispositif contre le blanchiment devrait déjà assurer un filtrage efficace. De plus, le déposant lui-même pourra rédiger un texte expliquant comment il est devenu possesseur de cette somme et ce qu'il a déclaré au fisc.

Ce procédé ne gêne pas les banques. Elles ont toujours considéré que le déposant était l'interlocuteur naturel de l'autorité. Elles ne sont pas tenues, non plus, de vérifier l'autodéclaration. En revanche, si le comportement du titulaire du compte était suspect, elles auraient à interrompre toute relation avec lui.

L'autodéclaration ne résoud rien. Elle est pour le client de la banque humiliante. Pourquoi devrait-il attester, s'il est honnête, qu'il paie ses impôts? A supposer qu'il trompe le fisc de son pays, donc qu'il signe une déclaration fautive, qu'est-ce qui le retiendra de signer une attestation fautive.

L'autodéclaration est sans valeur autre que graphologique.

Diligence

Afin d'avoir un guide sûr qui

interprète la déontologie bancaire a été rédigée une Convention⁴ «relative à l'obligation de diligence des banques» (CDB). Elle lie l'Association suisse des banques (ASB) et la banque signataire. La dernière édition est datée du 7 avril 2008. L'article 8 définit clairement les rapports de la banque avec le fisc.

Soustraction fiscale et actes analogues

Les banques ne doivent pas fournir une aide à leurs cocontractants dans des manœuvres visant à tromper les autorités suisses et étrangères, en particulier les autorités fiscales, au moyen d'attestations incomplètes ou pouvant induire en erreur d'une autre manière.

L'avantage que procure la Convention est son caractère privé. En cas de violation, l'enquête et l'éventuelle sanction demeurent

confidentielles. On serait intéressé, par exemple, par l'interdiction de l'assistance active à la fuite de capitaux. L'article 50 a) mérite d'être cité.

Formes d'assistance active

Sont considérées comme assistance active:

- a) l'organisation de l'accueil de clients à l'étranger en dehors des propres locaux de la banque dans le but d'accepter des fonds;*
- b) (...)*

En effet, on n'a pas oublié que des démarcheurs d'UBS ont été accusés d'avoir pris des contacts hors des locaux bancaires pour récolter des fonds. Y a-t-il eu enquête, avec quelles conclusions? On aimerait les connaître, d'autant plus que les coupables ont avoué.

Au vu des affaires soulevées aux USA, on aurait attendu de la part des Pictet, Odier, Dérobert, qui se sont souvent exprimé, une référence à la

Convention de diligence. Rien. De même la FINMA n'a pas fait savoir qu'elle s'était assurée de l'application de la Convention. Alors que s'écrivait cet article, Michel Dérobert était longuement interrogé à l'émission Mise au point⁵ (26.02). A aucun moment il n'a cité la Convention de diligence.

Les banques ont une importance nationale. Il en découle qu'elles devraient être soumises à la loi.

Le Conseil fédéral veut renforcer le contrôle de la diligence. La preuve en sera donnée lorsque les dispositions essentielles de la Convention seront introduites dans la Loi sur les banques, garante de l'intérêt commun, de la publicité des débats, de la motivation du jugement, des voies de recours, de l'évolution d'une jurisprudence. Là est la pierre de touche.

La question est simple: qui fait la loi?

Six semaines de vacances: bien sûr!

Jean-Pierre Ghelfi • 24 février 2012 • URL: <http://www.domainepublic.ch/articles/19853>

Dramatiser les risques et les dangers fait partie du débat démocratique. Mais les chiffres ne les confirment pas

Si l'on en croit les sondages d'opinion, le peuple suisse refusera l'initiative

concernant les six semaines de congés payés. Et pour celles et ceux qui pourraient avoir un doute ou une interrogation sur le sujet, les *leaders* des grands partis du centre et de la droite, ainsi que des dirigeants de «*petites et moyennes*

entreprises» écrivent en chœur dans nos médias que l'économie ne pourrait pas supporter une telle mesure.

Manifestement, à les lire, les temps sont graves et il s'agit de faire preuve de fermeté dans le rejet. Avec cette

musique subliminale: plus le refus sera massif, mieux le thème sera enterré pour longtemps.

Nos réflexions et nos calculs estimatifs nous amènent à des conclusions différentes. Cette initiative est judicieuse et son coût est tout à fait supportable. Passer à cinq semaines, puis progressivement sur cinq ans à six semaines, représente environ 120 millions d'heures de travail, par rapport à un volume de travail, en 2010, de 7,5 milliards d'heures, soit moins de 2%.

La réglementation actuelle en matière de droit aux vacances figure dans le Code des obligations¹⁰ aux articles 329a («*L'employeur accorde au travailleur, chaque année de service, quatre semaines de vacances au moins et cinq semaines au moins aux travailleurs jusqu'à l'âge de 20 ans révolus.*») et 345a (l'employeur «*accorde à la personne en formation, jusqu'à l'âge de 20 ans révolus, au moins cinq semaines de vacances par année d'apprentissage*»). Cette modification du CO est entrée en vigueur en 1984. Il y a presque trente ans. La législation fédérale prévoit, bien entendu, que des accords conclus par les partenaires sociaux peuvent prévoir des conditions plus favorables aux salariés. Des lois fédérales et cantonales peuvent en faire de même pour le personnel des fonctions publiques ou parapubliques.

Plus de salaires, plus de vacances

L'Office fédéral de la statistique a fourni récemment quelques données¹¹ relatives aux situations réelles en matière de droit aux vacances. On peut constater, par exemple, que les objectifs de l'initiative sont déjà atteints, ou proches de l'être, pour les personnes travaillant à plein temps qui sont âgées de 50 ans et plus (5,5 semaines de vacances en moyenne).

L'objectif des cinq semaines de congés est déjà majoritairement atteint dans pratiquement toutes les branches économiques du pays pour la «*cohorte*» – comme disent les démographes – de 20 à 49 ans (4,8 semaines de vacances en moyenne).

Plus la formation est importante et la position hiérarchique élevée, moins l'impact de l'initiative sera significatif (70% des personnes occupant des fonctions de directeurs, cadres supérieurs et gérants et 66% de celles exerçant des professions intellectuelles et scientifiques bénéficient de cinq semaines de vacances ou davantage).

Observation confirmée par la relation entre le niveau salarial et la durée des vacances. Les salariés les moins bien lotis (moins de 60'000 francs de salaire brut) enregistrent la proportion la plus faible de personnes ayant cinq

semaines ou plus de vacances (48%). Cette proportion augmente ensuite quasi proportionnellement avec l'accroissement du revenu, pour atteindre 77% pour les personnes qui ont un gain brut supérieur à 110'000 francs.

A noter aussi, sans surprise, que plus la taille de l'entreprise est grande, plus la proportion de personnes qui ont cinq semaines de vacances ou davantage est élevée. En dessous de 10 personnes, 42% ont cinq semaines ou plus; au-dessus de 100 personnes, 70%.

Les deux zones les plus prospères du pays (régions zurichoise et lémanique) recensent aussi les proportions les plus importantes de personnel âgé de 20 à 49 ans bénéficiant déjà de cinq semaines de vacances ou davantage: 65% à Zurich et 66% dans la région lémanique. Plus de prospérité égale plus de vacances; ou bien est-ce l'inverse? Dans un cas comme dans l'autre, on ne voit pas pourquoi le reste du pays ne devrait pas à terme s'y rallier.

1,75% du volume du travail

En s'aidant des statistiques relatives au recensement des entreprises et au volume du travail (7,5 milliards d'heures travaillées en Suisse en 2010), il est possible d'estimer que le passage à cinq semaines de vacances, compte tenu des

pourcentages de vacances effectives, équivaut à 34 millions d'heures (environ 0,5% du volume du travail). L'initiative prévoit ensuite d'ajouter chaque année une journée de vacances supplémentaires. Eu égard à la proportion de personnes qui ont déjà cinq semaines de vacances ou davantage, l'octroi d'un jour supplémentaire pour atteindre six semaines représenterait chaque année 18 millions d'heures (environ 0,25% du volume du travail).

Au total, 1,75% du volume du travail pour atteindre six semaines de congés.

Les autres indications fournies par l'OFS ont permis de constater que plus les salariés occupent des fonctions élevées impliquant une formation supérieure, donc un salaire important, plus leur durée de vacances est déjà proche des objectifs de l'initiative, et donc moins le coût en sera élevé pour l'entreprise. Les effets de l'initiative, à échéance de cinq ans, représenteront

donc, vraisemblablement, une hausse des coûts du travail de l'ordre de 1,5%.

Dans ces conditions, il est vraiment très difficile d'adhérer à l'argumentation des opposants à ce projet. Nous retiendrons plutôt du message du Conseil fédéral sur cette initiative l'affirmation qu'il «*va de soi que les vacances contribuent au bien-être des travailleurs et ont des effets bénéfiques sur leur santé.*» Sans réserves ni restrictions subséquentes!

L'argent de la politique, un tabou helvétique

Jean-Daniel Delley • 25 février 2012 • URL: <http://www.domainepublic.ch/articles/19860>

Coup de projecteur sur le coût des campagnes électorales et de votations

En Suisse, l'argent se veut discret. Le secret bancaire protège petits et gros pécules. Il n'est pas de bon ton de parler de son salaire et les partis politiques sont peu diserts sur leur budget et la provenance de leurs ressources. Grâce à l'étude⁸ commandée par le département fédéral de justice et police, un coin du voile se lève sur l'importance de l'argent dans la vie politique.

Mais un coin seulement, puisque l'analyse ne porte que sur les dépenses publicitaires effectuées entre 2005 et 2011 par les partis

dans le cadre des élections fédérales et des votations. L'origine des fonds reste largement confidentielle. L'étude confirme ce que pressentait l'observateur attentif: l'argent est très inégalement réparti à la fois entre partisans et adversaires des objets de votation, entre objets eux-mêmes et entre partis dans le cadre de sélections.

L'intense activité que suscitent les instruments de démocratie directe coûte cher. Surtout lorsque les objets en jeu touchent des intérêts substantiels: en moyenne 3,5 millions pour les sujets économiques, 6,5 pour les finances, 3 pour le social; mais également en matière de politique

extérieure (6 millions) et de migration (3,5 millions). Par contre les thèmes dits de société comme la libéralisation de la consommation de drogues, le partenariat enregistré ou l'interruption de grossesse n'engendrent que des dépenses modestes, 0,5 million en moyenne. A noter qu'aux Etats-Unis, c'est l'inverse qui se produit. A titre d'exemple, en Californie, le budget publicitaire de la campagne sur le mariage homosexuel a atteint 83 millions de dollars.

La disparité des moyens entre les camps en présence est frappante. Dans cinq votations sur six, le rapport est plus que du simple au double. Et dans deux tiers

des cas, du simple au quadruple. A l'extrême, les partisans d'un durcissement de la politique migratoire ont bénéficié de 85% des ressources publicitaires, l'initiative de l'UDC sur les naturalisations de 95% et la réforme de la fiscalité des entreprises de 96%. Et les opposants à l'initiative socialiste pour une fiscalité équitable ont monopolisé 95% des dépenses. A l'évidence, l'argent se trouve à droite du centre sur l'échiquier politique, Economiesuisse et l'UDC disposant des trésors de guerre les plus étoffés.

Est-ce à dire que l'on peut acheter le résultat d'une votation? Il est possible que, lorsque les opinions sont partagées, un matraquage publicitaire puisse faire la différence. Mais l'argent ne fait pas tout. Pour preuve, le sec refus populaire (73%) à l'abaissement du taux de conversion des avoirs de la prévoyance professionnelle, alors que les dépenses publicitaires de ses partisans se sont élevées à 82% des

dépenses totales. Et l'effort considérable de l'UDC pour soutenir son initiative sur les naturalisations – le parti a assumé à lui seul 95% du total des dépenses – n'a pu lui éviter un cuisant échec.

Les campagnes électorales fédérales mobilisent des budgets croissants: 35 millions en 2007, 42 en 2011 pour les seules affiches sur le domaine public et les annonces dans la presse. Sur ce terrain également la disparité des moyens est considérable. L'UDC dépense quatre fois plus que le PS et treize fois plus que les Verts. De plus ce parti est le seul à disposer de ressources suffisantes pour faire campagne en continu. Si l'on additionne les dépenses pour les votations et les élections, l'UDC dispose d'autant de moyens que tous les autres partis gouvernementaux réunis. Pourtant là aussi l'importance des dépenses consenties ne garantit pas à coup sûr le succès. Avec respectivement 50'000 et 80'000 francs par siège obtenu, les verts libéraux et

le parti bourgeois démocratique ont fortement progressé, alors que l'UDC – 215'000 francs par siège – a perdu des plumes.

Pour rééquilibrer les moyens, faut-il limiter le montant des dons ou introduire un plafond des dépenses? Là où elles sont en vigueur, ces mesures n'ont pas donné de résultats probants et sont facilement contournables, légalement ou non. Par contre la transparence des ressources et de leur provenance constitue une exigence démocratique minimale. C'est ce qu'a recommandé à la Suisse le Greco (Groupe d'Etats contre la corruption du Conseil de l'Europe) dans un récent rapport⁹. Par voie de motion, une commission du Conseil des Etats demande que soient publiées les sources de financement des campagnes référendaires.

Mais ces propositions se heurtent à l'opposition résolue des partis bourgeois. Les partis peuvent-ils se prévaloir de la protection de la sphère privée?

Le marché à l'assaut du service public

Yvette Jaggi • 27 février 2012 • URL: <http://www.domainepublic.ch/articles/19868>

La libéralisation du secteur des infrastructures demeure fâcheusement inachevée selon Avenir Suisse

Moins d'Etat réclamaient au siècle dernier les radicaux qui pourtant l'incarnaient depuis 1848. Aujourd'hui les penseurs libéraux du *think tank* Avenir Suisse

préconisent davantage de marché pour le service public, plus précisément davantage de concurrence dans le secteur des infrastructures. En d'autres

termes, ils veulent un Etat qui minimise ses interventions et se montre en tous points respectueux du principe de subsidiarité. Autant de service public qu'absolument nécessaire, autant de prestations marchandes que pratiquement possible.

Voilà pour le principe posé par Avenir Suisse, plus simple à énoncer qu'à mettre en pratique, dans notre pays en tout cas. Fédéralisme et génie cantonal aidant, les partis politiques et les syndicats, les défenseurs d'intérêts régionaux et sectoriels, les citoyens eux-mêmes s'ingénient à composer des majorités de circonstance pour freiner ou dévier le processus de libéralisation, voire pour carrément le bloquer. Sauf que ces horribles manœuvres se fondent sur des décisions démocratiques prises en nombre dans la dernière décennie, du vote référendaire contre la loi sur le marché de l'électricité en 2002 à l'introduction du système de forfait par cas dans les hôpitaux au 1er janvier 2012.

Or, foi d'avenir'suisse, une libéralisation inachevée représente le pire compromis entre un service public au sens coupablement large du terme et une véritable mise en concurrence pour toutes les prestations qui s'y prêtent. Pour parvenir à mettre «davantage de marché» dans le service public, Urs Meister, principal

auteur de *Mehr Markt für den Service public*⁶ (Zurich, NZZ Verlag, 2012, 336p.) accompagné d'un résumé en français⁷ de 30 pages, veut restreindre la notion même de service public. Pas question de reprendre l'acception large donnée par les Suisses romands, sans doute sous l'influence des idées venues d'outre-Jura. Pas question non plus de voir dans toute libéralisation ou privatisation une menace pour le service universel ou pour la qualité des prestations publiques, relativement élevée en Suisse.

Au contraire, Avenir Suisse veut pousser l'Etat à renouveler ses priorités et méthodes. Actuellement, les réseaux d'infrastructures publiques servent d'instruments de politique régionale, jouant les inutiles compléments aux mécanismes raffinés de la péréquation intercantonale. Dans le futur, la Confédération et les collectivités seraient bien inspirées d'ouvrir le jeu de la concurrence et d'en supprimer les distorsions actuelles, d'augmenter la participation des usagers aux coûts des prestations, de généraliser les appels d'offres, de limiter l'accès des fournisseurs de base aux marchés concurrentiels, et, à terme, de privatiser purement et simplement les installations de production et les anciens monopoles.

Ces mesures générales sont

détaillées d'après le type d'infrastructures visées: marché de l'électricité, télécommunications, poste, médias électroniques, transports publics et hôpitaux. Ces derniers font l'objet d'un développement distinct, dû à la plume d'un connaisseur, Robert Leu, professeur émérite de l'Université de Berne, par ailleurs administrateur des groupes Hirslanden et Medi-Clinic ainsi que de la caisse-maladie Visana. A le lire, on comprend pourquoi Pierre-Yves Maillard avait peu de chances d'être élu au Conseil fédéral, caisse unique sous le bras. Grâce à son action, le canton de Vaud est celui de Suisse où les autorités se sont donné la plus généreuse marge d'interprétation des dispositions fédérales en matière de financement des hôpitaux. Originalité remarquée à l'ère de la «nationalisation du marché» de la santé, à en croire Robert Leu.

Pour illustrer son projet de services publics concurrentiels, Avenir Suisse livre une «feuille de route» en trois étapes, tous domaines confondus, qui devrait apporter, comme par miracle, un double avantage: la simplification et la transparence des mécanismes de financement du service public, qui répondraient enfin à des critères concurrentiels.

Face à cette pensée incantatoire, les réalisations

pragmatiques font figure d'essais non aboutis. A l'inverse de la faïtière economiesuisse, fervente partisane des partenariats public-privé (les fameux PPP), Avenir Suisse ne s'intéresse pas à ces accords de collaboration qui cimentent les structures existantes et confirment la division des tâches entre les secteurs des administrations (para)publiques et les entreprises privées. Sans le moindre effet sur l'état de la concurrence, ni meilleur ni pire après qu'avant.

Plus radical dans ses exigences, Avenir Suisse veut donc mettre en concurrence les zones marchandes et profitables du service public, en vue de les privatiser à terme, y compris le dernier *mile* des télécommunications ou la vente des sillons ferroviaires. La recette est connue: il s'agit, d'une part, d'écrémer les prestations publiques – de sorte que les plus rentables se retrouvent en mains privées; et, d'autre part, de laisser à la charge de l'Etat, éternel déficitaire, et des usagers, éternels payeurs, la

couverture du coût des prestations non commercialisables.

Mais quelles garanties pour les clients et les fournisseurs? Quelle surveillance imposée à des prix qui ne seraient plus administrés? Quel contrôle de qualité des prestations offertes sur le marché? Enfin, quelles réussites manifestes recensées à l'étranger pourra-t-on invoquer? La philosophie du résultat, si en vogue actuellement, n'interdit pas de s'interroger sur les voies et moyens.

Suisse – UE: le nœud gordien institutionnel

Raphaël Mahaim • 22 février 2012 • URL: <http://www.domainepublic.ch/articles/19840>

Un inventaire des modes d'évolution des accords bilatéraux

Les différends fiscaux entre la Suisse et l'Union européenne occupent le devant de la scène médiatique et occultent largement, du moins dans la perception ambiante, l'ampleur des difficultés institutionnelles qui entachent les relations avec Bruxelles. Il faut dire qu'hormis quelques juristes ou diplomates avertis et une poignée de journalistes informés, peu s'intéressent à ces questions fort complexes.

Le blocage est pourtant bien réel et largement documenté. Le Conseil fédéral a d'ailleurs

consacré une très grande partie de son rapport de 2010 sur l'évaluation de la politique européenne¹² à cette épineuse question.

Malgré leur nombre et leur contenu très diversifié, les accords bilatéraux avec l'Union européenne restent des traités classiques de droit international; ils sont en principe «*statiques*», dans le sens où ils ne prévoient pas une adaptation automatique en fonction de l'évolution du droit européen. Ainsi, à chaque modification d'une directive européenne qui fonde un accord bilatéral, il faut procéder à une révision subséquente dudit accord, selon des procédures souvent lourdes et compliquées. A la

difficulté de la reprise du droit européen s'ajoute celle du règlement des différends : *quid* lorsque les deux parties au traité tombent en désaccord sur son interprétation?

Sous des airs très juridiques se cache un enjeu majeur, hautement politique. Les fronts sont connus et ne semblent pas en mesure d'évoluer à moyen terme. La Suisse refuse toute reprise automatique du droit européen, pour des motifs ayant trait à la préservation de sa souveraineté; Bruxelles, de son côté, apprécie de moins en moins les solutions sectorielles sur mesure accordées à la Suisse et vilipende ces bricolages

institutionnels devenus ingérables.

Pour tenter d'y voir plus clair, il vaut la peine de se pencher sur les mécanismes existants de reprise du droit communautaire. Comme le rappelle Astrid Epiney¹³, professeure de droit européen à l'Université de Fribourg, il existe actuellement trois mécanismes principaux de reprise.

Le premier modèle est celui du comité mixte: un organe paritaire, composé de représentants des deux parties contractantes, est compétent pour procéder à des modifications de l'accord. Ce système, que l'on trouve par exemple dans l'accord sur la libre circulation des personnes¹⁴, est l'opposé du principe d'automatisme. En effet, il incombe aux parties contractantes de saisir le comité mixte pour chaque révision souhaitée du traité. Selon l'importance des clauses visées, le comité mixte peut alors procéder lui-même à une modification de l'accord ou doit s'en remettre aux procédures constitutionnelles internes des parties. Ainsi, le noyau dur des règles de l'accord reste de la compétence parlementaire en Suisse, cas échéant du peuple en cas de référendum. Signalons que le comité mixte est également compétent pour le règlement des différends au sujet de l'interprétation de l'accord. Par ailleurs, l'accord exclut la reprise automatique de la

nouvelle jurisprudence de la Cour de justice des Communautés européenne rendue au sujet de la libre circulation sur le territoire de l'Union. *De facto* cependant, les juges suisses interprètent l'accord à l'aune des lignes tracées par les juges européens...

Le deuxième modèle est celui de la reprise dite «*semi-automatique*», prévue dans le système Schengen/Dublin¹⁵. L'adoption de nouveaux actes ou de nouvelles mesures est en principe réservée aux institutions compétentes de l'Union européenne. Sous réserve de quelques exceptions, ces actes ou ces mesures entrent en vigueur simultanément pour l'Union européenne, ses Etats membres concernés et pour la Suisse. A cet égard, il est toutefois tenu dûment compte du délai indiqué par la Suisse pour lui permettre de satisfaire à ses exigences constitutionnelles. Ce scénario était celui de l'introduction des passeports biométriques sur territoire helvétique, contestée par voie référendaire. La mise en œuvre de l'accord est également surveillée par un comité mixte, dont les compétences se rapprochent du comité mixte sur la libre circulation des personnes.

Enfin, le troisième modèle est celui qui caractérise l'accord sur la règle dite des «*24 heures*». Cet accord¹⁶ a fait suite à l'introduction dans l'Union

européenne d'une déclaration préalable sommaire pour toutes les marchandises importées dans l'Union européenne à partir de pays tiers ou exportées de l'Union européenne vers des pays tiers. Pour des raisons évidentes, la Suisse a dû conclure un accord de réciprocité avec l'Union européenne afin de ne pas être considérée comme un pays tiers. Dans ce cadre, elle a dû se soumettre à des exigences sévères permettant de garantir au partenaire européen le niveau de sécurité visé par cette règle des 24 heures. Aussi, selon un modèle comparable à celui de Schengen/Dublin, la Suisse devra, à l'avenir, reprendre l'intégralité des nouvelles règles de l'Union européenne modifiant cet accord, certes dans le respect de ses procédures constitutionnelles internes, mais de manière «*automatique*». En outre, si la Suisse ne reprend pas un acte juridique européen, l'Union européenne peut prendre des mesures pudiquement nommées mesures de «*rééquilibrage*», lesquelles comprennent, en dernier recours, la suspension de l'application de certains avantages accordés à la Suisse. Un Tribunal arbitral est prévu en cas de litige à ce sujet.

Bruxelles souhaite obtenir une généralisation de la solution institutionnelle trouvée pour la règle des «*24 heures*», dans une

perspective intégrative incluant tous les accords bilatéraux. Une telle solution est catégoriquement rejetée par la Suisse, alors même qu'un projet d'accord-cadre semblait être une piste de négociation envisageable aux yeux de certains, piste que le

Conseil fédéral n'excluait pas directement dans le rapport mentionné. Avec ses déclarations récentes relatives au futur accord sur le secteur énergétique, qui doit, selon ses propres termes, servir d'exemple pour les autres accords

ultérieurs, Didier Burkhalter, nouveau ministre des affaires étrangères, a fait un pas dans la direction exactement opposée: une fossilisation de la méthode «*au coup par coup*», sans l'ombre d'une ébauche de solution institutionnelle.

Ce journal et le site sont publiés par la SA des éditions Domaine Public

P.A. Alex Dépraz - Chemin de Chandieu 10 - CH 1006 Lausanne - CP 10-15527-9 Lausanne

Liens

1. <http://www.domainepublic.ch/pages/1945#>
2. <http://www.efd.admin.ch/00468/index.html?lang=fr&msg-id=43511>
3. <http://www.swissbanking.org/fr/home/dossiers-link/issues/steuerabkommen.htm>
4. <http://www.swissbanking.org/fr/20080410-vsb-cwe.pdf>
5. <http://www.tsr.ch/video/emissions/mise-au-point/3812582-le-secret-bancaire-a-t-il-encore-un-sens-entretien-avec-michel-derobert-de-l-association-des-banquiers-privés.html>
6. <http://www.avenir-suisse.ch/15068/mehr-markt-fur-den-service-public/>
7. <http://www.avenir-suisse.ch/fr/15072/davantage-de-marche-pour-le-service-public/>
8. <http://www.ejpd.admin.ch/content/ejpd/fr/home/dokumentation/mi/2012/2012-02-21.html>
9. http://www.coe.int/t/dghl/monitoring/greco/news/News%2820111202%29Eval3_Switzerland_fr.asp
10. <http://www.admin.ch/ch/fr/rs/c220.html>
11. <http://www.bfs.admin.ch/bfs/portal/fr/index/themen/03/02/blank/dos/01.html>
12. <http://www.europa.admin.ch/dokumentation/00437/00460/01549/index.html?lang=fr>
13. <http://www.unifr.ch/droit/fr/faculty/prof/epiney.php>
14. http://www.bfm.admin.ch/bfm/fr/home/themen/fza_schweiz-eu-efta.html
15. <http://www.europa.admin.ch/themen/00500/00506/00510/index.html?lang=fr>
16. http://www.admin.ch/ch/fr/rs/c0_631_242_05.html